

CONFÉRENCE

Hydrocarbures : le Liban cherche conseil auprès d'un ancien officiel norvégien

Bien qu'il faille encore attendre la fin de l'année pour savoir si le consortium TotalEnergies/Eni/QatarEnergy sera ou non en mesure de confirmer le potentiel des réserves d'hydrocarbures des fonds marins au large du Liban-Sud, les autorités libanaises planchent déjà sur le fonds souverain devant recueillir les hypothétiques revenus pétroliers et gaziers à venir. Ainsi, une proposition de loi est à l'étude depuis plusieurs semaines en commissions parlementaires, et l'ancien ministre adjoint norvégien des Finances et économiste Vidar Ovesen a été invité par l'ambassade de son pays et la Lebanese Petroleum Administration, rattachée au ministère de l'Énergie et de l'Eau, pour apporter son expertise.

La semaine dernière, le spécialiste a notamment été convié par la commission parlementaire des Finances avant de donner une conférence au sujet des fonds souverains à l'Université Saint-Joseph à Beyrouth et d'être reçu par le Premier ministre sortant Nagib Mikati.

Fonds de stabilisation

La Norvège est un important producteur de pétrole et de gaz, et détient



Lors de la conférence donnée à l'USJ par l'expert norvégien Vidar Ovesen sur la question du fonds souverain. Photo DR

un fonds souverain où sont placés des revenus liés à leur exploitation équivalant à près de 1 200 milliards de dollars fin 2022. Pour Vidar Ovesen, si le Liban parvenait à accéder avec succès au statut de fournisseur d'hydrocarbures, sa priorité devrait alors être de rembourser progressivement son imposante dette publique – 100

milliards de dollars en comptant sa part en livres libanaises calculée selon l'ancienne parité officielle de 1 507,5 livres pour un dollar – sur laquelle il est en défaut partiel depuis 2020. Pour ce faire, le pays opérerait alors pour le modèle de fonds souverain de stabilisation, reconnu par le Fonds monétaire international

(FMI) et dont l'objectif est de protéger les finances publiques contre la volatilité des prix internationaux des matières premières. Concrètement, les profits seraient transférés au fonds de stabilisation lorsque les prix sont élevés et, inversement, l'État pourrait prélever de ce fonds lorsque les recettes pétrolières seront pénalisées par la baisse des cours pour financer son budget et rembourser sa dette. Il s'agit d'un modèle différent de celui du fonds norvégien, qui a vocation à constituer une épargne à long terme pour le pays. L'avis de Vidar Ovesen diverge de ceux d'une partie des experts qui suivent la crise libanaise et qui considèrent que le Liban ne doit pas compter sur les revenus potentiels de l'exploitation des hydrocarbures offshore pour éponger son lourd passif, mais plutôt sur des réformes structurelles.

Le Liban a récemment relancé le processus d'exploration d'un des blocs de sa zone économique exclusive (ZEE) après la conclusion, en octobre 2022, d'un accord réglant le litige frontalier l'opposant de longue date à son voisin israélien.